Facebook et huit médias d'état français s'allient pour censurer les sites d'information alternatifs

Article rédigé par , le *08 février 2017*

[Source : Breizatao]

Dans le fameux roman de George Orwell, « 1984 », un gouvernement totalitaire règle chaque aspect de la vie des individus, notamment l'information. Pour cela, un « ministère de la Vérité » veille à ce que seule la parole gouvernementale soit diffusée et toute critique impossible. C'est ce que viennent de lancer huit médias d'état français avec le réseau social Facebook.

Directement menacés par les sites d'information alternatifs et les réseaux sociaux – qui ne sont pas contrôlés par le gouvernement – huit médias appartenant aux principaux oligarques de France ont décidé de s'allier pour censurer les nouvelles présentes sur Facebook.

Le Monde (source) :

Huit médias français, dont Le Monde, ont décidé de collaborer avec Facebook pour réduire la présence de fausses informations sur le réseau social. L'annonce en a été faite, lundi 6 février, par l'entreprise américaine, soumise à d'importantes pressions ces dernières semaines pour lutter davantage contre la prolifération de fake news, considérée par beaucoup comme un élément marquant de la dernière campagne électorale aux Etats-Unis.

Ces « importantes pressions », dont l'origine n'est pas citée dans l'article, émanent en réalité de l'établissement politique occidental dont Barack Obama (voir ici) ou Angela Merkel (voir ici). Ces derniers n'ont pas réussi, grâce aux médias dominants, à imposer leur narration aux populations qui s'informent directement, et sans filtre, sur les réseaux sociaux.

« Le Monde » cite les huit médias impliqués :

Concrètement, le projet est de déployer prochainement en France un dispositif similaire à celui qui a été mis en place en décembre aux Etats-Unis avec le concours de cinq médias (ABC News, AP, FactCheck.org, Politifact et Snopes), et qui doit prochainement être lancé en Allemagne, avec la rédaction de Correctiv. En France, outre Le Monde, les médias partenaires sont l'Agence France-Presse (AFP), BFM-TV, France Télévisions, France Médias Monde, L'Express, Libération et 20 Minutes. Après la France, Facebook projette de poursuivre le déploiement dans d'autres pays.

Ainsi donc, huit médias – et les intérêts qu'ils protègent – s'arrogent le pouvoir de censurer une information en décrétant péremptoirement sa véracité ou non. Ce qui revient à créer, de facto, un début de monopole de l'information au profit de ces médias. Et du gouvernement et des oligarques qui les financent.

Cartel médiatique d'état, « journalistes » véritables policiers politiques

Rappelons que le journal Le Monde appartient au millionnaire socialiste Pierre Bergé et au banquier Mathieu Pigasse. L'AFP appartient quant à elle directement au gouvernement français, à l'instar de France Télévisions. L'Express, Libération et BFMTV appartiennent au milliardaire franco-israélo-suisse Patrick Drahi, proche des hiérarques du PSF et soutien d'Emmanuel Macron (source). Quant à « 20 Minutes », il appartient au groupe « Ouest-France ».

Tous ces médias, lourdement alignés sur la gauche socialiste hexagonale, sont aussi liés à de puissants intérêts financiers et ne survivent que par les subventions massives que leur accorde le gouvernement français. Pour la seule période 2009-2011, la presse écrite a reçu près de 5 milliards d'euros selon la Cour des Comptes (voir ici).

Ce sont donc ces médias qui s'arrogent le droit de filtrer les informations sur le principal réseau social de France. En d'autres termes, nous assistons à l'émergence d'un monopole fonctionnant en « cartel de

l'information » qui entend éliminer la « concurrence » numérique avec l'appui du gouvernement et des oligarques, ces derniers redoutant que les médias alternatifs n'engendre une révolution politique à terme.

Si l'on devait tenter une comparaison, cela reviendrait à donner à Renault et Peugeot le pouvoir d'évaluer la qualité de voitures étrangères et d'exiger au besoin leur retrait du marché. Des acteurs privés, mandatés par l'État, pourront décréter ce qui est « vrai » ou « faux », sans que personne ne puissent s'y opposer. Les « journalistes » d'état deviennent de véritables **policiers politiques**.

La collusion entre grands groupes, partis institutionnels dits « de gouvernement » et caste journalistique acquise à ces intérêts et idéologiquement orientés à gauche aboutit, on le voit, à l'étatisation de l'information par des sous-traitants.

Chute des médias d'état

L'élection de Donald Trump et la castastrophe migratoire européenne ont révélé le pouvoir des réseaux sociaux et sites d'information alternatifs. La réaction des médias du système consiste donc à empêcher l'internet de détruire un monopole vieux de plus d'un siècle.

Et ils ne disent rien d'autre. Citons encore Le Monde :

Finalement, le pragmatisme l'a emporté et les titres concernés ont décidé d'avancer, tout en insistant sur le fait qu'il s'agit d'une expérimentation dont un premier bilan sera rapidement mené, dans deux mois. Le besoin de ne pas se désunir, pour discuter demain avec Facebook dans les meilleures conditions, a également joué. « On a tout intérêt à se serrer les coudes et à travailler ensemble sur ces questions », estime Michèle Léridon, directrice de l'information de l'AFP.

« Se serrer les coudes » est en effet l'expression qui convient.

Au demeurant, « Le Monde » a accusé à deux reprises « Breiz Atao » de diffuser de fausses informations qui se sont avérées vraies par la suite (lire ici).

La guerre avec les journalistes d'état et les oligarques prospérant sur le **capitalisme de connivence** s'intensifie . Une « loi anti-trust » dans le domaine l'information devient plus que jamais nécessaire, sinon nous serons bientôt régis par un système autoritaire socialo-oligarchique à la chinoise.